MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES
Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 12 novembre 2026

Bolivie **2**

Les redevances minières doublent par rapport à 2025. 2

Colombie **2**

Le Plan national de développement 2026-2030 prévoit une croissance de 6 % d'ici 2030. 2

Équateur **2**

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé un accord technique au titre de la sixième revue du programme de Facilité élargie de crédit (EFF). 2

L'Assemblée Nationale approuve la loi des finances 2027, avec près de 3 Md$ d'investissements publics inscrits. 3

Pérou **3**

Le Pérou obtient un prêt international de 4,5 Md$. 3

Le ministère de l'Economie anticipe une adhésion définitive à l'OCDE en 2028. 3

Suriname **4**

L'agence de notation S&P relève la note du Suriname à B-. 4

Venezuela **4**

Le Parlement approuve la réforme du secteur de l'électricité et l'ouvre aux investisseurs privés. 4

Bolivie

Les redevances minières doublent par rapport à 2025.

Les redevances minières ont atteint 242 M$ (2,9 Md BOB) entre janvier et septembre 2026, en hausse de 103 % par rapport à la même période de 2025, a annoncé le ministre des Mines et de la Métallurgie, Marco Antonio Calderón. Ce résultat est notamment associé à la hausse des prix de l'or. Cependant, le secteur est confronté à l'importance de la mine illégale et à la contrebande d'or.

Le gouvernement souhaite accélérer la croissance du secteur aurifère en attirant les investissements étrangers. Pour cela, la réforme du code minier, actuellement en préparation, doit permettre de clarifier et stabiliser le cadre réglementaire tout en tenant compte des effets environnementaux et sociaux de cette activité. De même, le gouvernement souhaite garantir une « traçabilité numérique » de l'or, afin de lutter contre les pratiques illégales.

Colombie

Le Plan national de développement 2026-2030 vise une croissance de 6 % d'ici 2030.

Le Département national de planification a annoncé les premières orientations du futur plan national de développement (PND) 2026-2030. D'ici 2030, cette stratégie cherche à atteindre 6 % de croissance (contre 2,2 % attendus en 2026) et à relever l'investissement à 25 % du PIB (contre 15 % en 2025). Le gouvernement se fixe également comme objectif de réduire la pauvreté à 20 % de la population (contre 28 % en 2025).

La reprise de l'investissement dans les mines et les hydrocarbures est au cœur de cette stratégie. En particulier, le PND établit un objectif de production de 1 M de barils de pétrole par jour et prévoit l'évaluation des zones économiques spéciales dotées d'incitations fiscales pour l'agro-industrie, les mines, l'industrie manufacturière ou le tourisme dans les départements vulnérables et frontaliers.

Le plan doit être présenté au Congrès entre le 10 janvier et le 7 février et approuvé au plus tard le 7 mai 2027, après la loi de « sauvetage économique » (cf. Brèves semaine 45).

Indicateurs	Variation hebd.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	0,1%	21,2%	2487
Change USD/COP	2,4%	-12,3%	3297
Change EUR/COP	1,2%	-16,1%	3659
Prix du baril (Brent, USD)	-6,2%	46,7%	92

Équateur

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé un accord technique au titre de la sixième revue du programme de Facilité élargie de crédit (EFF).

L'Équateur et le FMI ont conclu un accord au niveau technique sur la sixième revue du programme économique de 5 Md$ conclu en 2024, ainsi que sur un nouveau mécanisme de résilience et de durabilité (RSF) de 18 mois. Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration du Fonds, la validation de la revue permettrait un décaissement d'environ 380 M$, auquel pourraient s'ajouter 710 M$ au titre du nouvel instrument. Le FMI salue les progrès réalisés en matière de collecte fiscale, de maîtrise des dépenses publiques et de reconstitution des réserves internationales.

Le nouveau mécanisme vise notamment à renforcer la résilience du secteur énergétique, la préparation aux catastrophes naturelles – en particulier face à El Niño – et la gouvernance climatique. Le Fonds prévoit une croissance de 2,7 % en 2026.

L'Assemblée nationale approuve la loi de finances 2027, avec près de 3 Md$ d'investissements publics inscrits.

L'Assemblée nationale a approuvé la loi des finances pour 2027, par 83 voix contre 61. D'un montant de **50 Md$** (35 % du PIB), le budget est en hausse de 8,6 % par rapport au budget initial de 2026. Le texte prévoit un déficit public de 4,4 Md$ (3 % du PIB), inférieur à celui anticipé pour 2026 (-3,9 % du PIB). Le gouvernement table sur une croissance de 2,5 % en 2027 et un prix moyen du pétrole exporté de 66$ par baril.

**Le Plan annuel d'investissement (PAI) s'élèvera à 3 Md$,** répartis entre 256 projets, en hausse de 37 % par rapport à la programmation initiale de 2026. Les principales enveloppes concernent le développement de l'Amazonie (253 M$), la construction d'une nouvelle prison à Santa Elena (110 M$) et le programme de logement Creamos Vivienda (109,5 M$). Le ministère des Infrastructures concentrera 772 M$, soit 26 % du PAI.

Cette programmation ambitieuse intervient toutefois dans un contexte de difficultés d'exécution : en 2026, seul 58 % du budget dédié à l'investissement avait été exécuté à fin octobre.

Pérou

Le Pérou obtient un prêt international de 4,5 Md$.

**Le Pérou s'est tourné vers les marchés internationaux pour se financer en émettant des obligations souveraines d'un montant de 4,5 Md$**. Il s'agit de la plus importante émission de ce type réalisée par le pays dans cette devise. Les investisseurs étaient prêts à acheter plus de 21 Md$ d'obligations, soit près de cinq fois le montant finalement placé. L'opération s'est déroulée en deux tranches : des obligations à 12 ans, assorties d'un taux d'intérêt de 6,06 %, et des obligations à 30 ans, assorties d'un taux de 6,45 %. Le ministre de l'Économie et des Finances, Elmer Cuba, a souligné que cette opération constituait la plus importante émission d'obligations durables en USD jamais réalisée par un pays d'Amérique latine.

L'émission a été effectuée dans le cadre du nouveau cadre réglementaire péruvien pour les obligations durables, approuvé en mai 2026. Ce placement vise à soutenir des projets d'adaptation au changement climatique, de gestion des risques de catastrophes et d'infrastructures résilientes, ainsi qu'à promouvoir une croissance économique plus inclusive et durable.

Le ministère de l'Economie anticipe une adhésion définitive à l'OCDE en 2028.

Le ministère de l'Économie et des Finances (MEF) prévoit que le Pérou rejoigne l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dès le second semestre de 2028. Elmer Cuba, ministre de l'Économie et des Finances, a assuré que cela serait possible si une collaboration étroite et rapide était maintenue avec l'ensemble des ministères et le Congrès de la République. Selon le ministre, ce processus, lancé en 2014 à l'invitation de l'OCDE, a été ralenti par la crise politique que le pays a traversé ces dix dernières années. Il a toutefois estimé que la stabilité politique dont bénéficie actuellement le gouvernement, et la perspective qu'il mène son mandat à terme, permettent d'envisager un avenir plus optimiste. Le MEF a également annoncé qu'il se rendrait à Paris, en France, en décembre de cette année, afin d'examiner les délais restants et de travailler rapidement sur les points en suspens.

L'adhésion du Pérou à cette organisation permettra d'accéder aux normes internationales et aux bonnes pratiques de gestion publique, de renforcer la confiance des investisseurs et d'améliorer la qualité des politiques publiques au bénéfice des citoyens.

Suriname

L'agence de notation S&P relève la note du Suriname à B-.

L'agence de notation Standard & Poor's (S&P) a relevé la note de crédit à long terme du Suriname de CCC+ à B-, avec une perspective stable. L'agence justifie cette décision par une réévaluation à la hausse des revenus associés à l'or associée à une hausse de la production, ainsi qu'à l'arrivée prochaine de la production pétrolière. S&P prévoit que la production commence à la mi-2028, entraînant une forte augmentation de l'activité économique, des exportations et des recettes fiscales. Pour 2026 et 2027, l'agence de notation prévoit une croissance économique moyenne de 4,1 %. En 2028 et 2029, la croissance est estimée à 36 % en raison de l'augmentation attendue de la production pétrolière.

Venezuela

Le Parlement approuve la réforme du secteur de l'électricité et l'ouvre aux investisseurs privés.

Le Parlement a approuvé la réforme du secteur électrique, ouvrant le réseau à l'investissement privé après 20 ans de monopole d'Etat. Le secteur avait été nationalisé en 2007. Les entreprises privées peuvent désormais investir via des entreprises mixtes avec l'État, pour une durée maximale de 25 ans. Aujourd'hui, moins de 40 % de la capacité de génération du pays est disponible, faute d'entretien du réseau et d'investissements, menant à des coupures récurrentes.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md$)	PIB/hab. à prix courants (K$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2025	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2026 p.
Bolivie	12,7	53,8	4,2	-1,6	-3,0	1,6	100,2	108	+5	14,2
Colombie	53,4	527,7	10,7	2,6	2,2	-2,6	59,5	83	+2	6,8
Equateur	18,2	138,2	7,6	3,7	2,7	4,6	54,5 (2025)	88	+1	2,8
Guyana	1,0	34,0	38,6	19,3	22,3	31,6	25,3	89	+6	5,7
Pérou	34,8	399,6	11,5	3,4	3,0	4,0	28,6	79	0	4,4
Suriname	0,7	6,0	9,0	4,0	4,0	-51,0	85,1	114	+2	12,4
Venezuela	28,5	124,2	4,4	9,0	5,0	-1,0	/	121	0	336,7
Argentine	47,9	768,2	16,0	2,3	2,2	-1,1	69,3	47	0	29,5
Brésil	214,1	2 654,8	12,4	4,5	2,1	-2,9	97,0	84	+2	4,8
Chili	20,2	402,2	20,0	2,5	0,6	-1,2	42,8	45	0	4,2
Mexique	134,4	2 176,2	16,2	0,5	1,5	-0,3	62,1	81	+3	3,6

Source : FMI, WEO, octobre 2026

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Bogota.

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Diego DAVO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Victoria SEIGNEZ.

Abonnez-vous en cliquant sur ce lien